

**Laurence COHEN**

Merci Michèle pour cette invitation. D'abord, permettez-moi d'excuser mon retard, dû à un problème de trains, ce qui m'a privée d'entendre plusieurs interventions et témoignages de cette table ronde.

Je pense que depuis ce matin, effectivement, vous avez pu échanger sur le sens du mot « laïcité ». Et en même temps, Michèle m'interroge sur ce qu'on peut faire sur cette question, en tant que parlementaire, parlementaire de gauche et féministe...

Le Sénat, c'est de longue date une institution particulièrement réactionnaire, au sens étymologique du terme. Il y a eu un bref passage du Sénat à gauche, mais aujourd'hui, la droite est revenue en force. Ce qui a une forte incidence sur les droits des femmes. Prenons un exemple récent concernant les violences faites aux femmes. Comme vous avez pu le constater, il a fallu beaucoup d'acharnement et de mobilisation pour que le Sénat inscrive à l'ordre du jour, la loi sur le système prostitutionnel. Il a fallu beaucoup d'opiniâtreté pour que, non seulement elle figure à l'ordre du jour, mais qu'on puisse en discuter. Et le résultat de cet examen en première lecture est que la majorité des sénateurs et des sénatrices ont à nouveau criminalisé les prostitué/es, puisqu'ils ont rétabli le délit de racolage et qu'ils ont refusé de pénaliser l'acte tarifé, donc le client.

Les débats, que plusieurs d'entre vous ont suivis, ont été extrêmement âpres et montrent les résistances qui existent en France contre les droits des femmes. Ces parlementaires considèrent que les femmes ne sont pas, au fond, à égalité avec les hommes, et ce dans tous les domaines. Voilà, c'est un exemple très récent qui montre combien il est difficile d'avancer au niveau institutionnel, comme dans l'ensemble de la société !

Je fais partie de ces militantes et de ces militants qui considérons que pour justement arracher ce que nous avons arraché en termes de contraception, d'Interruption Volontaire de Grossesse, de droit de vote des femmes (qui est arrivé extrêmement tardivement en France), il a fallu la conjugaison des mobilisations des femmes, des féministes dans les rues, modifiant les rapports de forces, avec celles de femmes et d'hommes politiques qui les ont traduits en lois.

**Vous le savez, rien ne se passe dans les hémicycles, dans les institutions s'il n'y a pas de mobilisations fortes et unies dans la rue, c'est extrêmement important.** Malheureusement, au moment des 40 ans de la loi Veil, on a vu quelques reportages sur l'IVG mais je trouve que les médias ont beaucoup passé sous silence tout ce qui avait été fait dans les rues par des féministes courageuses, au MLAC, au MLF, et autres, alors que c'est grâce aux mobilisations qu'on a réussi à obtenir ces droits-là. Il ne faut pas l'oublier, parce qu'il faut continuer à se mobiliser.

Ces questions sont à mettre en lien avec la laïcité. Mais d'abord, il faut revenir sur la définition de ce concept. Pourquoi ? Parce que, si vous interrogez les gens, chacun a sa définition. Il y a une inculture ou une acculture, je ne sais pas, du terme de laïcité. On lui fait dire tout et son contraire.

La laïcité, ce n'est pas une exclusion, je crois que c'est cela qu'il faut prendre en compte. C'est un principe fondamental extrêmement important qui donne d'abord le pouvoir au peuple et qui dit que finalement, chaque être humain doit être défini non pas par rapport à une religion, mais par rapport à des droits. C'est une rupture extrêmement forte, parce que c'est la laïcité qui a permis que les femmes ne soient plus soumises à la loi divine mais aux lois de la République.

Je veux le souligner parce que toutes les religions, en tout cas les trois religions monothéistes, sont des religions qui considèrent les femmes comme des êtres inférieurs. Les trois religions monothéistes nourrissent, alimentent le patriarcat.

Je voudrais reprendre ce propos de la sociologue, **Juliette Minces**: « *Toutes les religions ont voulu exercer un contrôle sur les femmes, soit par le biais de la société entière, c'est le cas de l'islam, soit par l'intermédiaire des représentants des églises, c'est le cas des chrétientés, soit à travers un contrôle social s'ajoutant à celui des intermédiaires entre la société civile et Dieu, c'est le cas des juifs* ».

Quant au droit à la maîtrise de la maternité, la reconnaissance du droit à l'avortement, tous les combats qu'on a menés et qu'on continue à mener en France, comme dans le reste du monde d'ailleurs, parce qu'ils ne sont pas acquis, est-ce que vous pensez qu'on aurait pu aboutir, rendre ces combats fructueux, si on était encore sous les lois divines et non pas sous les lois de la République ? Certes non !

C'est pourquoi la laïcité est un principe fondamental. Il naît au moment de la Révolution française. Vous le savez, la Déclaration des Droits de l'Homme, c'est en 1789. Mais il faut attendre 1905 pour qu'il y ait vraiment séparation entre l'Eglise et l'Etat.

La laïcité établit le principe selon lequel le pouvoir doit appartenir au peuple, et repose sur trois piliers : la liberté de conscience, l'égalité des droits et le vivre ensemble. C'est en cela que la laïcité est féministe ou, pour le dire autrement, que la laïcité est le fondement du féminisme, ou le point d'appui du féminisme. La laïcité reconnaît l'égalité en droit, donc l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce sont des éléments fondamentaux. Et quand Nadia dit que la laïcité n'a pas su dire non à tous ces fondamentalistes... Moi je ne pense pas que ce soit la laïcité qui n'ait pas su dire non, ce sont les gouvernements successifs, c'est l'Etat. Et c'est sans doute ce qu'elle a voulu dire.

En tant que féministes, il faut qu'on fasse extrêmement attention à ne pas laisser instrumentaliser la laïcité. Parce que la laïcité est une arme positive pour toutes et tous, pour vivre libre, pour vivre à égalité et pour vivre ensemble. Cela veut dire ne pas gommer nos différences, qu'elles soient sociales, culturelles, sexuelles etc...

La laïcité n'est pas l'uniformisation. Ce n'est pas davantage une espèce de religion républicaine. On doit permettre à chacun et chacune de vivre et de s'épanouir ensemble. C'est là que la République a failli. Et elle a failli depuis longtemps, dans les quartiers populaires, où toute une population se sent méprisée, rejetée et donc encouragée finalement à se définir par rapport à un communautarisme qui s'appuie sur une ignorance de tout ce qu'est la laïcité.

C'est tout cela que nous, féministes, militantes politiques, syndicales, associatives, devons mesurer pour pouvoir le combattre et faire venir les femmes à la laïcité.

**Je pense qu'il ne faut pas vouloir régler le problème par l'élaboration d'une nouvelle loi.** Regardez, il y a eu deux lois qui ont soi-disant renforcé la laïcité, c'est la loi de 2004 et la loi de 2010. Est-ce que franchement, elles ont réglé les problèmes ? Les réponses ont été données par les témoignages qu'on a entendus. Est-ce qu'elles ont réglé les problèmes auxquels on est confronté ? Je pense qu'elles ne les ont pas tous réglés. Pourquoi je dis ça ? Je dis cela parce que je crois que dans le monde d'aujourd'hui, on est confronté à des problèmes qui sont évidemment différents de ce qui pouvait se produire en 1905. C'est normal. Ils sont différents dans la forme, mais ils ne sont pas différents dans le fond. On est d'accord là-dessus. Ils sont différents dans la forme. On est appelé aujourd'hui à s'interroger sur un certain nombre de choses ou de questions qu'on n'avait pas à se poser autrefois.

Je pense donc que c'est de notre responsabilité d'instaurer un vrai débat, un débat public, un débat citoyen avec les gens, avec les femmes, avec les hommes de ce pays sur la question de la laïcité : c'est quoi cette valeur, c'est quoi ce principe fondamental ? Qu'est-ce que cela défend ? Pour les femmes, quels soutiens cela représente-t-il ? Parce qu'on a vu et on continue à voir des régressions terribles, comme le voile par exemple.

Je ne sais pas si vous en avez parlé et je m'excuse si vous l'avez fait d'y revenir, mais il y a une instrumentalisation très forte, une accapuration de la part du Front National de la laïcité, et parfois même de la droite. C'est un dévoiement du sens profond de la laïcité, c'est une attaque absolument terrible et nauséabonde, aux conséquences importantes. Dans un certain nombre de communes, il y a des maires de droite et d'extrême droite qui remettent en cause, par exemple, les repas alternatifs. Il y a un maire (à Béziers, pour ne pas le nommer) qui a fiché les élèves musulmans sur la base de leurs noms et prénoms. On voit là des dérives de la part du monde politique.

Je pense vraiment que nous avons besoin d'insister sur le refus du monde politique de créer les conditions de l'égalité entre les femmes et les hommes. Je vais vous donner des exemples au niveau du législateur, c'est-à-dire du Sénat. Alors que toutes les lois, qui ont été faites depuis des années, promulguent l'égalité salariale, aujourd'hui encore, elle n'existe pas. Pourtant, si la loi était appliquée, ça permettrait une entrée de 52 milliards dans les caisses de la sécurité sociale. Vous voyez, cela permettrait de nombreux progrès pour notre protection sociale. Donc l'Etat doit s'occuper de ces questions-là. Quand je dis cela, l'Etat, c'est nous aussi. C'est notre mobilisation citoyenne qui doit faire vivre, faire résonner, non seulement l'égalité des droits, mais le vivre ensemble, le vivre ensemble dans les quartiers, avec des moyens et avec une instruction conséquente.

Sur le rôle de l'école, je pense que cela a été dit par **Laurence Bonzani**, mais on assiste aussi à un recul. Il n'y a pas seulement un recul de moyens, mais il y a un recul idéologique. Quand on dit finalement on va faire de l'instruction des religions, on ne s'en donne pas les moyens, on ne crée pas les conditions pour que ça se passe

dans de bonnes conditions. Moi je suis pour qu'il y ait effectivement une instruction, à ce niveau-là, mais je suis aussi pour qu'il y ait le développement et l'instruction de l'esprit critique et qu'on enseigne aussi l'apport de la laïcité, c'est-à-dire le droit de croire ou de ne pas croire. Donc il y a des chantiers extrêmement importants à mettre en œuvre.

Puisqu'il ne me reste plus que trois minutes, je vais être un petit peu caricaturale et je m'en excuse, mais cela reviendra dans le débat. Je crois que, parce qu'on s'appuie effectivement sur les trois piliers : la liberté de conscience, l'égalité de droits et le vivre ensemble, le combat laïc est un combat émancipateur. Donc pour moi qui suis communiste, cela suppose de s'attaquer aux logiques libérales qui développent, qui exacerbent les inégalités et les injustices, qui laissent voguer au travers du monde, sans aucune entrave, les capitaux et pas les êtres humains. Ce sont deux combats indissociables.

Pour finir, je voudrais dire que la laïcité doit s'attacher à ouvrir l'espace démocratique des citoyennes et des citoyens, à mettre en présence les représentants du monde. Elle doit s'attacher à garantir la diversité et la pluralité.

C'est pourquoi, je conclurai mon propos en faisant mienne cette phrase de **Jean Jaurès** : « *La laïcité, c'est la démocratie* ». Je pense donc qu'il faut articuler laïcité, démocratie et luttes sociales pour faire société et vivre ensemble. (*Applaudissements*)

**Michèle LOUP**

Merci Laurence. On va tout de suite passer au débat. Et je passe la parole à Nora HUSSON qui va animer et modérer ce débat.